

Recherches sociographiques



La population d'origine française de l'agglomération métropolitaine de Toronto. Une étude sur la participation et l'identité ethnique

Thomas R. Maxwell

Volume 12, numéro 3, 1971

Minorités francophones

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055539ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055539ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Maxwell, T. R. (1971). La population d'origine française de l'agglomération métropolitaine de Toronto. Une étude sur la participation et l'identité ethnique. *Recherches sociographiques*, 12(3), 319–344. <https://doi.org/10.7202/055539ar>

Résumé de l'article

Dans toute agglomération polyethnique, l'impact de la participation sociale sur l'identité du groupe s'avère être un facteur critique dans la survivance d'une minorité ethnique. Puisque l'identité est formée et maintenue par un processus d'interaction, la participation sociale, qu'elle se situe à l'intérieur ou à l'extérieur des limites ethniques, peut favoriser la conservation ou la dissolution de l'identité ethnique. L'image du Soi est façonnée par ces personnes et ces groupes avec lesquels les membres d'une minorité ethnique « participent fréquemment et partagent d'étroites similitudes de comportement ». D'autres ont déjà appelé ce processus, « l'identification participationnelle ».

L'appartenance à un groupe qui s'identifie lui-même comme tel et qui est identifié de la même façon par les autres caractérise le groupe ethnique. Une telle identité ethnique comprend non seulement la conscience de la communauté d'origine, de tradition, de langue et de culture, mais aussi une conception de ce qu'on représente aux yeux de la population environnante.

Quoiqu'éprouvée d'une manière subjective, la conscience d'une identité ethnique ne se développe que par l'interaction sociale à l'intérieur des structures institutionnelles et des organisations communautaires de la société d'origine.

La conscience d'une identité commence au sein de la famille ; elle est ensuite renforcée par l'interaction sociale à l'intérieur du contexte plus vaste de la communauté et se maintient grâce à une participation soutenue dans les structures sociales communautaires. Les modèles de participation traduisent l'ensemble des croyances, des valeurs et des buts communs aux membres de la communauté ou de la société et se manifestent extérieurement dans les rôles et statuts sociaux qui constituent le genre de vie particulier de la société. Une telle participation est un phénomène social essentiel à la formation et au maintien de l'identité ethnique.

LA POPULATION D'ORIGINE FRANÇAISE DE L'AGGLOMÉRATION MÉTROPOLITAINE DE TORONTO

UNE ÉTUDE SUR LA PARTICIPATION ET L'IDENTITÉ ETHNIQUE *

Dans toute agglomération polyethnique, l'impact de la participation sociale sur l'identité du groupe s'avère être un facteur critique dans la survie d'une minorité ethnique.² Puisque l'identité est formée et maintenue par un processus d'interaction, la participation sociale, qu'elle se situe à l'intérieur ou à l'extérieur des limites ethniques, peut favoriser la conservation ou la dissolution de l'identité ethnique. L'image du Soi est façonnée par ces personnes et ces groupes avec lesquels les membres d'une minorité ethnique « participent fréquemment et partagent d'étroites similitudes de comportement ». ³ D'autres ont déjà appelé ce processus, « l'identification participationnelle ». ⁴

L'appartenance à un groupe qui s'identifie lui-même comme tel et qui est identifié de la même façon par les autres caractérise le groupe ethnique.⁵ Une telle identité ethnique comprend non seulement la conscience de la communauté d'origine, de tradition, de langue et de culture, mais aussi

* Cette étude compte parmi les nombreux projets subventionnés par la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. D'abord présenté lors de l'assemblée annuelle de l'Association canadienne de sociologie et d'anthropologie, à Saint-Jean de Terre-Neuve, en juin 1971, l'article est extrait d'une thèse de doctorat non publiée, déposée sous le même titre à l'Université de Toronto en 1971.

Traduit de l'anglais par Paul et Jocelyne WOOD.

² Milton F. GORDON, *Assimilation in American Life*, New York: Oxford University Press, 1964, p. 51.

³ GORDON, *op. cit.*, p. 53.

⁴ *Ibid.* Gordon distingue deux types d'identification ou « constellation psychologique » de groupe: l'une est un sentiment d'identification historique qui se situe dans le groupe ethnique, tandis que l'autre est un sentiment d'identification par participation, qui se situe dans ce qu'il a appelé l'« ethclasse », i.e. la jonction entre appartenance ethnique et classe, où les membres de la minorité sont en même temps membres de la même classe. Comme la présente étude porte surtout sur les structures sociales, c'est le concept d'identité participationnelle qui est ici pertinent.

⁵ Frederick BARTH, *Ethnic Groups and Boundaries*, Boston: Little Brown and Company, 1969, pp. 11-13.

une conception de ce qu'on représente aux yeux de la population environnante.⁶

Quoique éprouvée d'une manière subjective, la conscience d'une identité ethnique ne se développe que par l'interaction sociale à l'intérieur des structures institutionnelles et des organisations communautaires de la société d'origine.

La conscience d'une identité commence au sein de la famille ; elle est ensuite renforcée par l'interaction sociale à l'intérieur du contexte plus vaste de la communauté et se maintient grâce à une participation soutenue dans les structures sociales communautaires. Les modèles de participation traduisent l'ensemble des croyances, des valeurs et des buts communs aux membres de la communauté ou de la société et se manifestent extérieurement dans les rôles et statuts sociaux qui constituent le genre de vie particulier de la société.⁷ Une telle participation est un phénomène social essentiel à la formation et au maintien de l'identité ethnique.

I. L'AGGLOMÉRATION POLYETHNIQUE

Lorsqu'une minorité ethnique habite une agglomération polyethnique, il peut y avoir participation sociale à une seule ou à toutes les structures sociales de la minorité elle-même, ou à celles de la société majoritaire. Dans le cas où ces différents canaux d'identification participative sont disponibles, toutes les situations ou circonstances locales qui encouragent la participation au-delà des limites culturelles ou structurelles de la société d'origine, au lieu de la restreindre, deviennent d'une importance critique pour la survie culturelle de la minorité ethnique. Par exemple, la configuration de l'habitat d'une minorité ethnique peut maximiser l'exposition de ses membres à d'autres cultures. La société d'accueil peut présenter certains avantages sociaux et/ou économiques qui ne sont pas disponibles à l'intérieur du con-

⁶ Tamotsu SHIBUTANI et Kian M. KWAN, *Ethnic Stratification*, New York : The MacMillan Company, 1965, p. 47. Will HERBERG, *Protestant, Catholic, Jew*, New York : Doubleday and Company, Inc., 1955, p. 25. « La façon dont une personne s'identifie et se situe elle-même (« Qui suis-je ? Que suis-je ») est intimement liée à la façon dont une personne est identifiée et située par la communauté (« Qui est-il ? Qu'est-il ? »). Normalement, elles se reflètent, se soutiennent et s'éclairent l'une l'autre ; elles ne divergent et n'entrent en conflit que dans des situations anormales. »

⁷ Erving GOFFMAN, dans *Stigma*, Englewood Cliffs, N.J. : Prentice Hall, Inc., 1963, pp. 2-3, a suggéré que l'identité sociale implique non seulement des caractéristiques personnelles telles que l'« honnêteté » mais aussi des caractéristiques structurelles telles que la « profession ». On pourrait ajouter à la profession d'autres caractéristiques structurelles tels que l'appartenance ethnique, la religion, la classe. C'est cet aspect structurel qui se reflète dans des modèles de participation sociale. La signification première du mot « participation » dans le dictionnaire Webster est : « Avoir part en commun avec d'autres, prendre part avec d'autres ». THEODORSON et THEODORSON dans leur *Modern Dictionary of Sociology*, New York : Thomas Y. Crowell, Co., 1969, définissent le concept ainsi : « La participation de l'individu dans les groupes sociaux ».

texte de la minorité. L'absence d'une élite dirigeante viable peut étouffer la croissance d'organisations ethniques nombreuses qui canalisent l'interaction sociale à l'intérieur de la population ethnique. L'absence ou la cessation de discrimination ou de conflit ethniques peut créer un climat qui favorise l'adaptation à une autre culture.

Tout changement dans l'identification participationnelle des membres d'une minorité ethnique comporte habituellement un certain degré d'assimilation à une autre culture, habituellement celle de la majorité. D'autres ont soutenu qu'une telle assimilation peut se faire à deux niveaux :⁸ celui de l'« assimilation culturelle », où les structures institutionnelles traditionnelles du groupe minoritaire ne sont pas changées de façon significative ; celui de l'« assimilation structurelle », où les structures institutionnelles du groupe minoritaire ne fonctionnent pas comme un système organisationnel susceptible de se développer de façon autonome. Les membres du groupe minoritaire participent plutôt aux structures institutionnelles d'une autre société, ordinairement la société d'accueil.

Dans son étude sur les Franco-Américains de la Nouvelle-Angleterre, Thériault décrit une tentative d'une minorité urbaine d'origine française pour maintenir la participation ethnique au niveau de « l'assimilation culturelle » et éviter ainsi « l'assimilation structurelle ».⁹

« Les *leaders* franco-américains ont vu qu'ils pourraient atteindre le but fondamental, à savoir la conservation de leur identité en tant que groupe, par l'intermédiaire de trois institutions, d'importance critique : l'Église, l'école et le foyer. La longue expérience des Canadiens-français comme groupe minoritaire les portait à croire que si ces trois institutions, étroitement intégrées les unes aux autres, pouvaient être aménagées en ports de salut impénétrables à l'influence extérieure, où la foi catholique, la langue française et la culture canadienne-française seraient précieusement conservées, ils pourraient survivre même dans un milieu étranger plus ou moins hostile. »

Des recherches récentes ont démontré la justesse de l'objectif franco-américain : le degré de complétude du système institutionnel au sein d'une population ethnique détermine jusqu'à quel point l'identification participationnelle se fait à l'intérieur du groupe ethnique lui-même.¹⁰ Il y a de grandes différences à cet égard entre les groupes ethniques minoritaires, variant du réseau de relations interpersonnelles sans organisation formelle jusqu'à la minorité hautement organisée.¹¹ L'importance de ces organisa-

⁸ GORDON, *op. cit.*, chap. III.

⁹ George F. THÉRIAULT, « The Franco-Americans of New England » in MASON WADE, ed., *Canadian Dualism*, Toronto : University of Toronto Press, 1960, p. 403.

¹⁰ Raymond BRETON, « Institutional Completeness of Ethnic Communities and the Personal Relations of Immigrants », in Bernard BLISHEN, et al., *Canadian Society*, 3^e éd., Toronto : MacMillan of Canada, 1968, p. 77.

¹¹ *Id.*, pp. 84, 88.

tions formelles — entreprises, églises, écoles, associations bénévoles, *mass-media*, partis politiques — dans la conservation d'une identité ethnique repose sur leur capacité de maximiser l'interaction sociale entre les membres de la minorité et de réduire au minimum les contacts avec d'autres sociétés. Les membres d'une minorité ethnique qui sont privés de moyens organisationnels pour axer la participation à l'intérieur des limites culturelles, stimuler l'intérêt pour les questions qui ont rapport à la survivance ethnique, et permettre le recrutement et la formation des *leaders* n'ont pas d'autre choix que de s'identifier à l'extérieur de la société d'origine.¹²

Le type de stratification sociale peut aussi influencer l'identification participationnelle parce que les classes sociales sont en fait à l'origine d'une identité de groupe. Pour certains membres d'une minorité les différences de classe sont plus importantes que les différences ethniques.¹³ La participation sociale se limite pour eux aux groupes primaires et aux relations avec les membres de leur classe parmi la population minoritaire. Ou encore la participation sociale peut franchir les limites ethniques au profit de l'identification selon des critères de classes avec des membres d'autres sociétés et affaiblir ainsi les liens ethniques de leur propre groupe minoritaire. La différenciation socio-économique accentue les distinctions de classe, telles que la profession, l'éducation et le revenu, amenant des divisions entre classes qui peuvent créer des soupçons et de la méfiance entre les différentes strates, arrêtant ainsi toute communication à l'intérieur du groupe ethnique.¹⁴ Des voies de communication insuffisantes favorisent la participation au-delà des limites ethniques et créent un climat favorable au « passage » de certains membres de la minorité dans la strate correspondante de la société d'accueil ; de ce fait ils disparaissent du point de vue ethnique, sauf par le nom qu'ils portent.¹⁵

¹² Horace MINER, *St-Denis*, The University of Chicago Press, 1963, p. 235 : « C'est un lieu commun que les systèmes sociaux changent pour faire face à leurs problèmes structurels. Lorsque les coutumes traditionnelles cessent de résoudre les problèmes de la vie, le comportement social s'éloigne des anciennes coutumes jusqu'à ce qu'il trouve une solution. Si les nouvelles coutumes éprouvent du succès, elles deviendront à leur tour traditionnelles. » BARTH, *op. cit.*, p. 25 : « Ce qui pousse à un changement d'identité est ainsi inhérent au changement de circonstances (...) Puisque l'identité ethnique est associée à un ensemble de systèmes de valeurs, qui est spécifique sur le plan culturel, il s'ensuit qu'il y a des circonstances où une pareille identité peut être réalisée avec un peu de succès, et des limites au-delà desquelles un tel succès est impossible. Au-delà de ces limites, les identités ethniques ne seront pas conservées (...) »

¹³ GORDON, *op. cit.*, pp. 46-52.

¹⁴ Seymour LEVENTMAN, « Minority Group Leadership : The Advantages of the Disadvantaged », in Bernard ROSENBERG et al., *Mass Society in Crisis*, New York : The MacMillan Co., 1964, pp. 604, 605. S.D. CLARK, *The Developing Canadian Community*, (rev. ed.), Toronto : University of Toronto Press, 1968, p. 239.

¹⁵ Nathan GLAZER et Daniel P. MAYNIBAN, *Beyond the Melting Pot*, Cambridge : The M.I.T. Press, 1963, p. 111 ; SHIBUTANI et KWAN, *op. cit.*, p. 50 ; Herbert GANS, *The Urban Villagers*, Glencoe : The Free Press of Glencoe, 1962, p. 31.

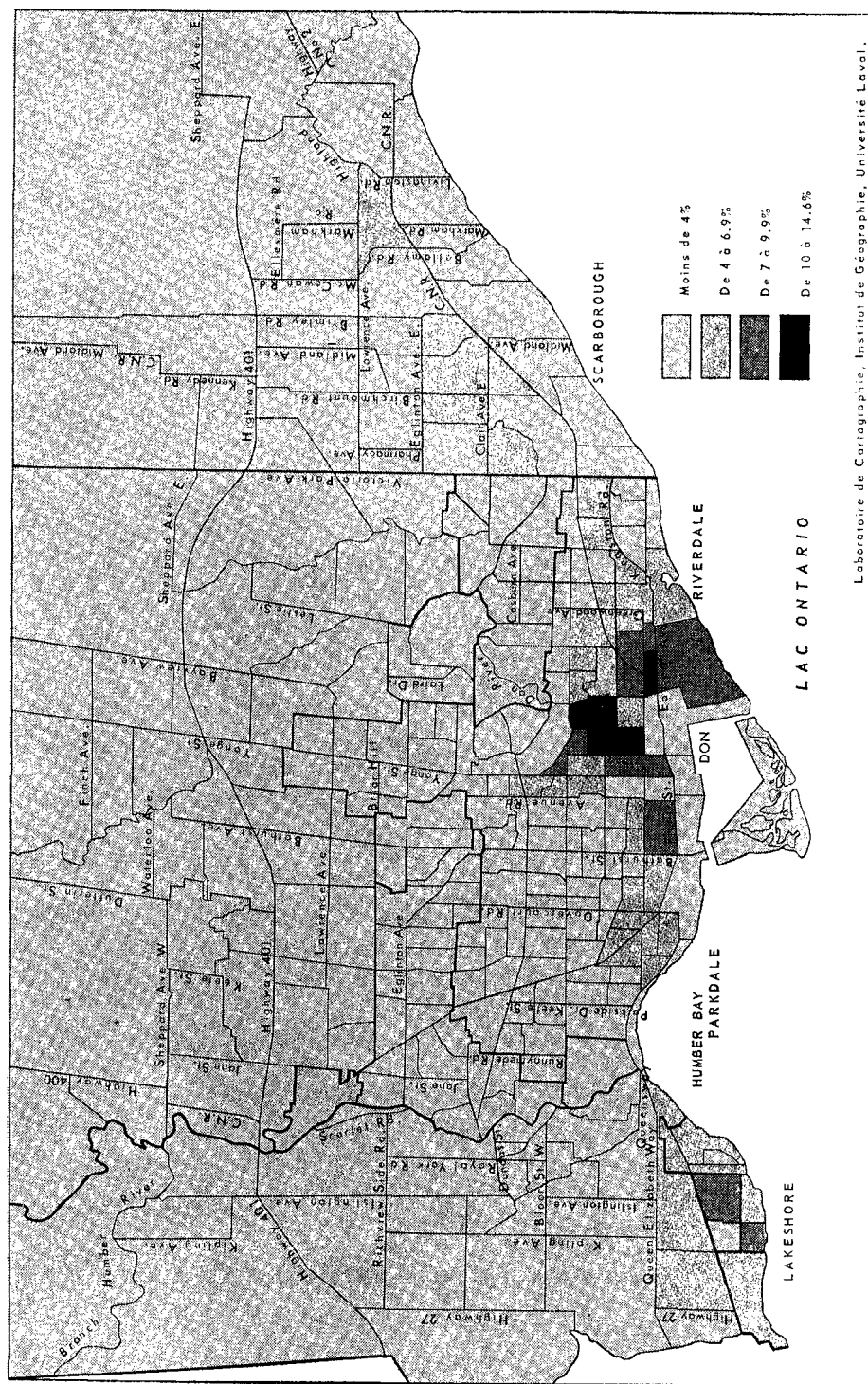
II. PLAN D'ÉTUDE

L'étude tient compte d'abord des facteurs à l'œuvre dans l'histoire du peuplement francophone à Toronto qui ont abouti au type actuel de croissance démographique du groupe, d'organisation paroissiale, de répartition de l'habitat, de structure des professions et de stratification sociale, de la population d'origine française. Le deuxième problème consiste à déterminer jusqu'à quel point les membres de la minorité francophone participent aux organisations sociales et aux structures institutionnelles de la minorité ethnique elle-même ou de la société d'accueil. Dans la dernière partie on cherche à assembler les implications de ces données pour prévoir l'avenir de la population francophone à Toronto.

Les données qui servent de base à l'étude ont été extraites de plus de trois cents questionnaires administrés par entrevue à des Torontois d'origine française, dont deux cent cinquante-deux constituent un échantillon représentatif. Il fallait entre une heure et une heure et demie pour compléter le questionnaire pré-codifié. L'enquête principale, menée en mai 1965, a été précédée et suivie par des entrevues supplémentaires. Deux sources ont servi aux fins de l'échantillonnage : des noms et adresses français fournis par les curés du diocèse catholique-romain de Toronto et les listes du répertoire de la métropole pour les trois zones de la ville et les deux en banlieue où la concentration du groupe francophone s'échelonnait entre un minimum de 4% et un maximum de 15% dans les secteurs du recensement de 1961.¹⁶

Les informateurs ont été choisis au hasard, 80% dans les cinq secteurs de l'agglomération métropolitaine où la concentration des francophones était d'au moins 4%, et 20% dans ce qui restait des deux cent quarante mille carrés de l'agglomération, puisque les ressources ne permettaient pas de faire autrement. Ces cinq zones de concentration étant à caractère ouvrier, la procédure utilisée tendait à biaiser l'échantillon en faveur des individus les plus âgés, dans la classe ouvrière et qui étaient chefs de famille ou maitresse de maison ; à sous-représenter la population de moins de trente ans et les épouses francophones de maris non-francophones ; à sur-représenter ceux qui participaient aux activités paroissiales, aux écoles bilingues, aux associations volontaires et aux *media* d'expression française, puisqu'un bon nombre des informateurs vivaient à proximité de la paroisse française. Pour le reste, comme on le constate au tableau I, le profil de cet échantillon est suffisamment semblable à celui de toute la population d'origine française pour qu'on puisse parler d'échantillon représentatif.

¹⁶ *Recensement du Canada*, 1961, Bulletin CT-15.



Laboratoire de Cartographie, Institut de Géographie, Université Laval.

Distribution de la population d'origine française, région métropolitaine de Toronto.

TABLEAU 1

Comparaison de l'échantillon à la population adulte d'origine française de l'agglomération torontoise, selon le lieu d'origine.

LIEU D'ORIGINE	AGGLOMÉRATION MÉTROPOLITAINE a		ÉCHANTILLON	
	N	%	N	%
Nouveau-Brunswick	4,078	10.32	51	20.81
Autres Provinces Maritimes	3,482	8.81	14	5.71
Québec	7,660	19.39	60	24.49
Ontario	19,609	49.63	102	41.63
Provinces de l'Ouest et territoires	1,525	3.86	8	3.26
États-Unis	835	2.11	2	.82
Autres pays	2,328	5.88	8	3.27
Total de francophones nés au Canada	36,354	92.	235	95.91
Total de francophones	39,512	100	245 b	97.22

a) SOURCE : *Recensement du Canada*, 1961, population de quinze ans et plus.

b) Il a été impossible de déterminer le lieu d'origine de sept informateurs, ce qui porte à 252 le nombre total de l'échantillon.

III. LE PEUPELEMENT FRANCOPHONE À TORONTO

Jusqu'à ces temps derniers, l'immigration francophone à Toronto est restée faible. Située sur la route stratégique du portage vers les lacs du haut pays, Toronto a été fondée par les pelletiers et les missionnaires ; c'est par les Britanniques cependant qu'elle fut développée pour devenir la métropole commerciale et industrielle actuelle du sud de l'Ontario. Les Torontois britanniques, fermement protestants, étaient anti-catholiques et anti-français, et c'était les Irlandais de langue anglaise qui dominaient la hiérarchie catholique régionale. Par conséquent, la population d'origine française s'est très peu accrue, soit de 467 en 1851 à 2,526 en 1901, 8,350 en 1921 et 15,135 en 1941. Au cours des vingt années qui ont suivi, l'immigration s'est accélérée, comme on le constate au tableau 2 mettant en comparaison l'accroissement de la population d'origine française avec celui d'autres minorités importantes de Toronto. Mais la densité de la population d'origine française n'a jamais dépassé 3.3% de la population totale.

TABLEAU 2

Accroissement des principales minorités ethniques, agglomération métropolitaine de Toronto, 1941-1961.

GROUPE ETHNIQUE ^a	1941	1951	1961
Italien	17,887	27,962	140,378
Allemand	11,529	19,329	80,300
Français	19,423	31,853	61,421
Polonais	13,094	26,998	58,578
Juif	52,779	59,448	53,123
Ukrainien	11,823	29,262	46,650

SOURCE : *Recensements du Canada*, 1941, 1951, 1961.

a) Par ordre d'importance numérique en 1961.

Les immigrants de Toronto sont venus de tous les coins du Canada, des États-Unis et de l'Europe. En raison de leur grande diversité culturelle, il y a eu très peu de consensus dans les valeurs, les intérêts et les buts qui forment la base d'un sens collectif d'identité ethnique. Par conséquent, il n'y a pas eu beaucoup de fraternisation entre les immigrants français et canadiens-français, entre les Québécois et les Acadiens des Provinces Maritimes, entre les émigrants de la ville et ceux de la campagne, et ainsi de suite. Des différenciations d'ordre socio-économique ont compliqué davantage cette diversité d'origine culturelle.

La dispersion du peuplement a ajouté le facteur de la distance spatiale à la distance sociale résultant de l'hétérogénéité culturelle. Les francophones se sont éparpillés d'un bout à l'autre de l'agglomération métropolitaine avec de faibles densités d'entre 1% et 3% dans la plupart des secteurs de recensement. Cette distribution résidentielle a de fait isolé les familles les unes des autres, minimisant l'interaction sociale entre les membres de la minorité francophone et augmentant les contacts avec la population anglophone. Aucune des cinq zones où la densité du groupe francophone s'échelonnait entre 4% et 15% n'a pris la forme d'une enclave ethnique où les francophones constitueraient une bonne proportion de la population locale, avec des magasins, des restaurants et des clubs sociaux caractéristiques, qui puissent servir de centre d'attraction pour les activités du groupe ethnique.

La diversité des lieux d'origine et la configuration dispersée du peuplement sont reliés au motif principal qui a stimulé l'émigration des francophones dans la région : l'emploi dans le monde du travail de Toronto.

En 1961, la main-d'œuvre francophone se chiffrait à environ 25,000 personnes, soit presque 5% de la main-d'œuvre totale. Le tableau 3 montre

la distribution de cette main-d'œuvre dans l'échelle des professions de Toronto. Ce tableau ne diffère que pour un seul aspect majeur de la sous-représentation traditionnelle des francophones dans la catégorie des cols blancs et des travailleurs non-manuels et de leur sur-représentation dans les professions manuelles : ¹⁷ dans la catégorie propriétaire, gérant ou administrateur, les francophones ont obtenu une quasi-égalité avec le segment parallèle de la main-d'œuvre torontoise. Moins de 3% de ce groupe étaient propriétaires ou membres de la direction alors que presque tous étaient gérants ou cadres dans le domaine des affaires ou de l'industrie, un contraste avec la situation au Québec où la concentration des cadres se trouve dans les bureaucraties ecclésiastiques et gouvernementales. ¹⁸

TABLEAU 3

*Occupations des salariés masculins d'origine française,
échantillon français de Toronto, 1965.
Occupations de la main-d'œuvre masculine totale,
agglomération métropolitaine de Toronto, 1961.^a*

CATÉGORIE OCCUPATIONNELLE	ÉCHANTILLON		MAIN-D'OEUVRE MASCULINE TOTALE ^b	
	N	%	N	%
Professionnel, semi- professionnel, technicien	13 ^d	6.87	51,918	11.18
Propriétaire, gérant, administrateur	24	12.69	63,763	13.84
Vendeurs et employés de bureau	22	11.64	89,142	19.36
Spécialisé (métier et contremaître)	73	38.62	184,545	40.07
Semi-spécialisé (opérateurs et assimilés) ..	28	14.81		
Services (protection, privé et publique)	7	3.70	40,971	8.89
Non-spécialisé	22	11.64	26,042	5.65
Secteur primaire ^c	0	0	4,455	.96
Total des salariés	189	99.97	460,436	99.95
Non-salariés	28		12,870	
TOTAL	231		473,306	

a) Ne comprend que la communauté métropolitaine : la ville et douze banlieues.

b) *Recensement du Canada*, 1961.

c) Agriculture, pêcheries, forêts, mines.

d) Aucun semi-professionnel, un technicien.

¹⁷ *Ibid.*, tableau 3.

¹⁸ Hubert GUINDON, « The Social Evolution of Quebec Reconsidered », in Marcel RIOUX et Yves MARTIN, *French-Canadian Society*, I, Toronto, McClelland and Stewart, 1964, pp. 155-156.

Dans les sociétés industrielles, l'occupation est étroitement liée à l'instruction, au revenu et au prestige ; le système de stratification sociale devient ainsi le principal déterminant du statut social. On peut donc douter qu'il existe vraiment une strate supérieure chez les francophones de Toronto, certainement pas dans le sens d'une élite sociale et économique.¹⁹ D'un autre côté, la classe moyenne comprend au moins 30% de la population francophone, soit six à sept mille personnes faisant partie de la main d'œuvre francophone.

De ce nombre, les deux tiers peuvent être considérés de classe moyenne supérieure. Cette strate comprend une ancienne classe moyenne de faible dimension regroupant les professions traditionnelles : clergé, médecine, droit, éducation, ainsi que des propriétaires d'entreprises familiales ; beaucoup plus nombreuse, la nouvelle classe moyenne est constituée principalement de cadres de l'entreprise et de l'industrie.

La grande majorité des membres de la classe moyenne supérieure sont fixés à Toronto ; 1% fréquentent des paroisses anglaises, maintiennent peu ou pas du tout de contacts avec la paroisse et les autres organisations de langue française : de toute évidence ils sont « passés » à la société anglo-canadienne. La seule élite dirigeante viable chez les francophones de Toronto est ainsi formée de moins de 10% de la classe moyenne supérieure, qui participe aux activités de la paroisse Sacré-Cœur, aux écoles bilingues, aux associations volontaires et aux *mass-media* de langue française. Toronto compte également une classe moyenne supérieure transitoire, qui se répartit en deux catégories : ceux qui ont été transférés par leur employeur pour se familiariser avec le système économique anglophone et qui sont restés en marge de la population francophone, et ceux qui ont appuyé la petite élite francophone dans ses efforts pour promouvoir la solidarité ethnique dans la population francophone.

Il a été presque impossible, sauf dans le cas des employés de bureau et des vendeurs, d'isoler la classe moyenne inférieure de la classe ouvrière car ces deux strates vivent dans les mêmes quartiers, déclarent un revenu de niveau semblable — faible ou moyen — et sont plus liées par la parenté que par une conscience de classe, en partie parce que 70% des francophones ont des parents à Toronto.²⁰ Comme dans les groupes à faible revenu, en général, ces derniers se sont beaucoup plus préoccupés de leur sécurité matérielle que de la langue, de la culture et de l'identité ethnique. La classe moyenne inférieure et la classe ouvrière constituent ensemble 80% de la

¹⁹ GORDON, *op. cit.*, p. 43.

²⁰ Léopold LAMONTAGNE, « Ontario: The Two Races, » in Mason WADE, ed., *op. cit.*, pp. 359-360 ; Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, *Preliminary Report*, Ottawa, Imprimeur de la Reine, 1965, p. 116.

population d'origine française et ont ainsi établi les modèles de participation ethnique prédominant à l'intérieur de la minorité francophone.

Le développement du système paroissial et des autres organisations de langue française n'a jamais marché de pair avec l'accroissement et la dispersion de cette population hétérogène. Traditionnellement le système paroissial catholique-romain a joué le rôle de facteur d'intégration de la communauté canadienne-française et de gardien de la langue et de la culture françaises. Dans des agglomérations polyethniques, les paroisses françaises fournissent des moyens d'identification ethnique pour les individus et les familles parce que les activités sont tenues dans la langue maternelle et suivent les modèles distinctifs de culture bien connus des paroissiens, faisant toutes parties de l'héritage religieux des membres du groupe minoritaire. La paroisse nationale du Sacré-Cœur était la première paroisse ethnique établie à Toronto en 1887 pour desservir une population francophone de 2,000 âmes. Cependant, c'était encore la seule paroisse nationale française de Toronto en 1965 alors que la population d'origine française, dispersée sur toute l'agglomération métropolitaine, s'élevait à 61,421 personnes.

On peut attribuer le manque d'expansion de la paroisse française et des écoles bilingues à la politique cléricale du Sacré-Cœur de maintenir un seul centre culturel et religieux pour les francophones à Toronto. Deuxièmement, le fait que la paroisse soit située dans une zone plutôt misérable près du centre commercial de la ville l'a tellement identifiée à son environnement défavorisé que presque la totalité de la classe moyenne et une bonne partie de la classe ouvrière ont adopté des paroisses anglaises dans des quartiers résidentiels plus alléchants. Troisièmement, les nombreux problèmes sociaux propres au milieu paroissial ont tellement accaparé le clergé dans les rôles religieux et sociaux de la paroisse que le rôle ethnique a été négligé ou mis de côté, dépréciant ainsi la valeur de la paroisse comme foyer de l'identification ethnique. Finalement, le manque de concentrations importantes de cette population clairsemée, en plus de l'opposition cléricale, a fait échec aux efforts des partisans de l'expansion.

En plus des organisations paroissiales, toutes les associations volontaires françaises, sauf deux, avaient été organisées et patronnées par des immigrants français ; ainsi, pour la vaste majorité, qui était canadienne-française, il n'y avait rien pour remplacer de façon adéquate la paroisse en tant que foyer d'identification ethnique. Des tentatives pour établir un journal de langue française ont échoué et la circulation des *media* de langue française en provenance de l'extérieur de Toronto — journaux, magazines, livres et films — a été très limitée. Le transfert du poste de radio CJBC du réseau anglais au réseau français en octobre 1964, a cependant ajouté un autre moyen de communication, dix mois avant cette enquête.

IV. TYPES DE PARTICIPATION AU SEIN DE LA POPULATION D'ORIGINE FRANÇAISE

a) *Participation au monde du travail*

Le point principal d'articulation entre les francophones et la société anglo-canadienne a été l'emploi dans le monde du travail de Toronto. Étant donné que 90% des émigrants parlaient bien l'anglais,²¹ les francophones n'avaient pas de difficulté à se trouver des emplois à tous les niveaux de l'échelle des professions. Une sécurité d'emploi, une certaine mobilité professionnelle et la fin de la discrimination dans les emplois créaient un climat favorable à l'acceptation des valeurs et des buts économiques de la société d'accueil.

Parmi les informateurs, il n'y avait pas de chômage et peu d'instabilité occupationnelle. Ceux qui habitaient la ville depuis longtemps soutenaient que l'immigration considérable des années 1950 à Toronto avait habitué les Canadiens anglais à d'autres langues, à tel point que l'expérience désagréable des années précédentes avait presque disparu. Les membres compétents des minorités trouvaient le monde anglais du travail de plus en plus accessible. À la question indirecte : « Qui reçoit les meilleurs et les pires emplois ? » seulement 2.4% ont mentionné les Canadiens français pour les pires, 35% ont nommé les Italiens et un bon nombre ont répondu qu'ils ne savaient pas. La possibilité de s'exprimer complètement en français au travail était presque inexistante et seulement 15% de la main-d'œuvre pouvait parler français de temps en temps ; très peu des informateurs cependant n'ont exprimé de ressentiment évident, quelques-uns ont même affirmé qu'ils aimaient mieux parler anglais dans le contexte du travail.

Une certaine mobilité professionnelle s'est produite comme l'indique le tableau 4. La plus grande partie de la main-d'œuvre au Canada se trouve dans le deuxième décile de l'index socio-économique des professions de Blishen ; toutefois les francophones de Toronto sont concentrés dans le troisième décile.²² Il y a très peu de mobilité inter-générationnelle comme l'indique le tableau 4, mais on peut expliquer ce phénomène par le faible degré d'instruction, une dixième année tout au plus, qu'ont reçu 70% des informateurs.²³ Même parmi les cadres supérieures francophones, la majorité ont déclaré un niveau d'instruction variant entre la sixième et la

²¹ La question posée était : « Quand avez-vous appris à bien parler l'anglais ? » Quatorze seulement ont répondu qu'ils ne parlaient pas bien l'anglais.

²² Bernard BLISHEN, « A Socio-Economic Index for Occupations in Canada », *Canadian Review of Sociology and Anthropology*, IV, 1, février 1967, p. 42.

²³ Plus de la moitié des quatre-vingt-dix interviewés avaient terminé leur huitième année, un autre 10% avaient leur cinquième année seulement et quatre personnes n'avaient reçu aucune instruction.

dixième année ; il n'y avait que des professionnels qui avaient reçu une formation universitaire.²⁴

TABLEAU 4

*Distribution des professions de quatre-vingt-dix pères et fils francophones
et quatre-vingt-dix beaux-pères et gendres francophones,
échantillon français de Toronto, 1965.*

PROFESSIONS	PÈRES ET BEAUX-PÈRES		FILS ET GENDRES	
	N	%	N	%
Professionnels et techniciens	5	2.64	13	6.87
Propriétaires, gérants, administrateurs	18	9.52	24	12.69
Employés de bureau et vendeurs	10	5.29	22	11.64
Spécialisés (ouvriers qualifiés et contremaîtres)	56	29.62	73	38.62
Semi-spécialisés (opérateurs et professions analogues)	19	10.05	28	14.81
Services	26	13.75	22	11.64
Agriculteurs et pêcheurs	46	24.33		
TOTAL	189	99.96	189	99.98

La participation au monde du travail de Toronto a cependant défavorisé les francophones du point de vue revenu familial, comme l'indique le tableau 5. Le revenu familial moyen de toute provenance pour l'agglomération torontoise en 1965 était de \$8,723 par année, tandis que les francophones ont déclaré \$5,640 pour la même année, ce qui fait une différence de 37%.²⁵ La concentration du groupe francophone dans les professions manuelles peut expliquer en partie cette situation mais Porter croit que la religion aussi bien que l'appartenance ethnique peuvent entrer en ligne de compte en raison de la différence de motivation pour le succès économique.²⁶ Une comparaison des vingt secteurs de recensement dont le revenu moyen est le plus bas avec les vingt secteurs au revenu moyen le plus élevé dans

²⁴ Sur un groupe de trente-cinq personnes de la classe moyenne qui ont été interviewées en dehors de l'échantillon représentatif, vingt-deux avaient reçu une formation universitaire complète ou partielle, et d'autres avaient réussi à faire des études graduées, mais c'était là des exceptions par rapport à l'ensemble de la population.

²⁵ Cette disparité doit être considérée avec réserves pour deux raisons : le chiffre \$8,723 est une approximation fournie par le Bureau fédéral de la statistique et peut ne pas être exact ; on a attribué arbitrairement un revenu annuel de \$12,000 à ceux qui déclaraient un revenu annuel de \$12,000 et ce nombre s'est avéré trop bas, contribuant ainsi à la disparité.

²⁶ John PORTER, *The Vertical Mosaic*, Toronto : The University of Toronto Press, 1965, pp. 98-103.

l'agglomération torontoise confirme cette assertion puisque les catholiques étaient peu représentés dans le dernier cas et bien représentés dans le premier. Malgré cette différence, cependant, il est évident que la participation à la structure professionnelle canadienne-anglaise a fait beaucoup pour remplacer l'orientation ethnique par l'orientation économique caractéristique des sociétés industrielles, mettant l'accent sur le statut social dans la société plus vaste plutôt que sur l'appartenance à la minorité ethnique.

TABLEAU 5

*Revenu familial annuel des deux cent cinquante-deux informateurs
de l'échantillon français de Toronto, 1965.*

CLASSE DE REVENU	FAMILLES		
	N	%	pourcentage cumulatif
Moins de \$9,000	5	2.18	2.18
\$1,000 - \$3,000 (bas)	56	24.45	26.63
\$4,000 - \$6,999 (au-dessous de la moyenne)	98	42.79	69.42
\$7,000 - \$9,999 (moyenne)	50	21.83	91.25
\$10,000 et plus (haut)	20	8.73	99.98
TOTAL a	229	99.98	

a) Total des réponses : 229 ; refus de répondre : 12 ; revenu indéterminé : 11.
Total : 252

b) Participation aux activités paroissiales

Vu que le système paroissial français s'est peu développé et que la seule paroisse nationale, le Sacré-Cœur, s'est préoccupée de problèmes religieux et sociaux en négligeant à toutes fins pratiques son rôle ethnique, la vaste majorité des francophones se sont affiliés à des paroisses anglaises, comme le démontre le tableau 6. Selon le curé de la paroisse du Sacré-Cœur, environ trois cent-cinquante familles assistaient régulièrement aux offices religieux de la paroisse, la plupart d'entre eux étant des Acadiens originaires

des Provinces Maritimes, un groupe plutôt défavorisé. Habituellement, environ mille cinq cents personnes assistent à une des cinq messes du dimanche, un nombre qui représente seulement 4% de la population francophone. Leur demeure étant à proximité de la paroisse, 14% des informateurs (trente-cinq personnes), s'étaient affiliés au Sacré-Cœur, une sur-représentation considérable en comparaison avec la population totale.

TABLEAU 6

Fréquentation des églises, échantillon français de Toronto, 1965.

ÉGLISE FRÉQUENTÉE	N	%
Églises catholiques anglaises	195	77.38
Sacré-Cœur	35	13.89
Églises non-catholiques	9	3.57
Aucune	12	4.76
Refus de répondre	1	.40
TOTAL	252	100

Les informateurs qui fréquentaient les paroisses anglaises locales ont donné comme principale raison la distance à la paroisse française. Mais ils ont donné d'autres raisons aussi : 30% s'étaient mariés avec des non-francophones qui parlaient généralement anglais ; presque 10% ont reconnu porter un nom français mais ils ont affirmé ne plus être francophones ; d'autres s'étaient habitués à fréquenter des paroisses anglaises avant d'émigrer à Toronto et n'étaient pas intéressés par les paroisses françaises ; un bon nombre ne voulaient pas s'identifier à une paroisse défavorisée dans un milieu assez misérable. Mais ces raisons n'expliquent pas pourquoi un grand nombre de francophones qui habitaient à proximité de la paroisse ne la fréquentaient pas.

Afin de découvrir l'origine de cette indifférence, on a demandé aux informateurs leur opinion sur des assertions à l'effet que la langue française et la religion catholique forment une unité culturelle indissociable pour les

Canadiens français. Quelques-uns ont répondu : « La foi catholique est la même en anglais et en français » ; « Pour être catholique, il n'est pas nécessaire d'être francophone » ; « La langue et la religion ne sont pas nécessairement reliées ». Il était évident, à partir de ces réponses, qu'une identification religieuse avait pris le pas sur l'identification ethnique pour une partie de la population francophone. Pour un grand nombre, bien sûr, la fréquentation de la paroisse anglaise n'était qu'une question de commodité, c'est-à-dire de distance et non pas d'appartenance. Cependant pour d'autres il y avait deux systèmes de valeurs en concurrence : le système traditionnel qui reliait les valeurs ethniques aux valeurs religieuses, dont le symbole était la paroisse du Sacré-Cœur, et le nouveau système reliant le statut social aux valeurs religieuses, symbolisé par les paroisses anglaises.

c) *Éducation et école bilingues*

La philosophie religieuse du catholicisme exige que l'éducation soit fondée sur des principes religieux, de sorte que l'Église a assumé la responsabilité de l'éducation dans la communauté locale par l'établissement d'écoles confessionnelles aux niveaux primaires et secondaires. Mais la réalisation de ces buts éducatifs dans des agglomérations polyethniques comme Toronto est devenue difficile pour les minorités catholiques en raison de deux caractéristiques des paroisses ethniques : la dimension de la langue et de la culture s'ajoute à celle de la religion ; les limites d'une paroisse ethnique englobent souvent une zone métropolitaine entière plutôt que d'avoir les limitations géographiques d'une paroisse territoriale. Donc dans sa forme bilingue, l'école confessionnelle doit fournir à la fois une orientation religieuse et un sens de l'identité ethnique aux enfants des immigrants souvent dispersés sur un vaste territoire.

Le contexte particulier à Toronto complique encore la situation : la politique cléricale de maintenir un seul centre paroissial francophone, le Sacré-Cœur ; l'intransigeance des commissions scolaires confessionnelles anglophones ; le caractère dispersé du peuplement francophone ; la différenciation socio-économique en strates ; la difficulté d'atteindre un niveau adéquat d'enseignement dans un système scolaire bilingue. Tous ces facteurs combinés ont limité l'enseignement primaire bilingue à la seule école bilingue du Sacré-Cœur jusqu'aux années 1960. Les résultats de cette situation apparaissent au tableau 7.

TABLEAU 7

Fréquentation des différents types d'écoles disponibles par les enfants des familles de l'échantillon français de Toronto, 1965.

TYPE D'ÉCOLE	ENFANTS	
	N	%
Niveau primaire (1 ^{ère} à 8 ^e année) :		
École catholique bilingue (confessionnelle)	114	34.8
École catholique anglaise (confessionnelle)	159	48.4
École publique anglaise (non-confessionnelle)	53	16.2
École privée	2	.2
TOTAL	328	100
Niveau secondaire (9 ^e -13 ^e année) et supérieur :		
École catholique bilingue (privée : De Charbonnel)	3	5.0
École secondaire publique	27	45.0
École secondaire privée (anglaise et généralement catholique)	5	8.3
École professionnelle (commerciale ou technique)	20	33.3
Autres	3	5.0
Post secondaire (divers)	—	—
Université	2	3.3
TOTAL	60	99.9
TOTAL	388	

Les commissions scolaires catholiques anglaises hésitaient à avancer des fonds dans un système pour francophones parce que cela signifiait des privilèges spéciaux pour un seul groupe ethnique alors qu'il fallait accroître continuellement les services aux anglophones, seulement pour répondre à la demande croissante occasionnée par l'afflux continuels d'immigrants catholiques. Ce n'est que lorsque la classe moyenne des résidents de Scarborough, en banlieue de Toronto, ont fait une grève sur le tas pour s'élever contre le fait que leurs enfants parcourent de longs trajets pour fréquenter une école de classe défavorisée, le Sacré-Cœur, que les commissions scolaires catholiques se sont vues obligées d'établir une deuxième école primaire bilingue

en 1961, et cela malgré l'opposition de la paroisse du Sacré-Cœur. Mais la faible densité de la population francophone a voué à l'échec les tentatives pour établir d'autres écoles bilingues ailleurs dans Toronto.

Un autre facteur, la classe sociale, vient encore complexifier la relation entre religion et culture ; les enfants qui fréquentaient l'école Sainte-Madeleine de Scarborough étaient affiliés aux paroisses anglaises. Des parents judicieux ont senti que cette situation créait non seulement une scission dans le système paroissial des francophones mais aussi une crise d'identification pour leurs enfants. C'était les parents qui devaient s'intéresser au problème de la langue et de la culture et non pas les enfants. L'anglais était la langue du groupe des pairs, aussi parlait-on français dans la classe mais l'anglais seulement dans la cour de l'école. Comme les enfants parcouraient habituellement de longs trajets pour se rendre aux écoles bilingues, fréquentaient une paroisse anglaise dans un autre endroit et jouaient dans le voisinage, il était difficile pour eux de s'identifier à un groupe communautaire en particulier. Ils avaient tendance à être pris entre deux cultures et à n'en habiter aucune. La majorité des parents francophones ont résolu ce dilemme en adoptant une paroisse et une école confessionnelle anglaise ; il en est résulté que moins de 15% des vingt et un mille enfants de la minorité francophone ont fréquenté des écoles bilingues.

d) *La famille et la langue française*

« La famille a été et demeure toujours le principal instrument de la continuité culturelle des Canadiens français », a écrit Philippe Garigue.²⁷ Il attribuait à la famille le rôle-clé dans la triade intimement liée que forment l'église, l'école et le foyer en tant que moyens de préservation de la foi et de la culture du Canada français. L'utilisation de la langue maternelle comme moyen de communication a fait de la famille l'agent principal servant d'intermédiaire pour que l'héritage ethnique soit appris, renforcé et transmis aux générations suivantes. Mais, selon le recensement de 1961, seulement 42.3% de la population d'origine française de Toronto a déclaré le français comme langue maternelle.

En fait, il est probable que la situation se détériore encore davantage dans l'avenir si on se fie à l'analyse détaillée du tableau 8 qui indique l'évolution des habitudes linguistiques des familles d'origine française sur une période de trois générations.

²⁷ Philippe GARIGUE, « The Franch-Canadian Family », in Mason WADF, *op. cit.*, p. 199.

TABLEAU 8

*Langue parlée habituellement, selon les circonstances,
échantillon français de Toronto, 1965.*

CIRCONSTANCES	LANGUE PARLÉE HABITUELLEMENT			N a
	Français %	Anglais %	Les deux %	
Chez vous lorsque vous étiez enfant (5-15 ans)	85	7	8	252
Actuellement à Toronto :				
— à la maison	40	50	10	252
— avec des parents	57	28	15	230
— avec des groupes confessionnels	18	77	5	217
— au travail	4	86	10	133
Par vos enfants :				
— avec les adultes à la maison	28	62	10	175
— avec des parents plus âgés	37	56	7	159
— entre eux, à la maison ou à l'extérieur	11	78	11	158
— à l'école	11	68	21	153
— avec des camarades de jeu ..	2	89	9	164

a) Avant de calculer les pourcentages on a déduit du nombre brut tous les cas de non-réponses, question non-posée, ne s'applique pas (pas de parents à Toronto, ne fréquentent pas l'église, sans emploi rémunérateur, enfants trop jeunes pour parler, un seul enfant dans la famille, enfant trop jeune ou trop vieux pour fréquenter l'école, enfants trop jeunes pour jouer avec des camarades).

Dans 95% des cas, on parlait français la plupart du temps dans la maison paternelle (Acadiens, 94% ; Québécois, 92% ; Franco-Ontariens, 78%). Chez les adultes, on remarque l'influence de l'exposition continuelle à la société anglo-canadienne due à la configuration dispersée du peuplement et à la participation au monde du travail et aux paroisses anglaises. 50% d'entre eux ont continué de parler français régulièrement avec leur parenté. Cependant, l'impact du milieu torontois atteint son maximum dans la troisième génération, celle des enfants ; en effet, l'anglais prédomine même lorsque ces derniers s'adressent à des parents plus âgés. Les enfants

parlent rarement une autre langue que l'anglais, sauf dans les écoles bilingues ou lorsque les adultes les obligent à faire autrement. Le français a presque disparu chez les enfants dont les parents sont nés et ont été élevés à Toronto.

Cependant, la langue française a essuyé une plus lourde perte encore chez les 30% qui se sont mariés avec des non-francophones. Dans 39% des cas, ces mariages n'étaient pas seulement bi-culturels mais également mixtes sur le plan religieux puisque l'un des deux conjoints était protestant. La langue française a complètement disparu.

La perte d'identification avec la culture française, dont la langue était le véhicule de transmission, est implicite à la perte de l'usage régulier de la langue française.²⁸ Il semble que le seul élément qui affaiblisse la tendance actuelle chez les francophones de Toronto soit le réseau des relations parentales dans la famille étendue.

e) *Participation aux associations volontaires*

Le réseau d'associations volontaires qui unit les gens par un tissu d'intérêts communs constitue l'un des liens multiples les plus forts qui existent dans les minorités ethniques. Cependant, à Toronto, seulement les quelque deux mille trois cents immigrants Français ont fait un usage considérable de telles associations comme moyen pour préserver la langue et la culture françaises et stimuler une interaction sociale primaire parmi les membres de leur propre groupe. Ils ont invité les Canadiens français à assister aux réunions de l'Alliance française, de l'Alliance France-Canada, du Ciné-Club, et d'autres clubs sociaux ou récréatifs de moindre importance, mais tout cela avec peu de succès.

Traditionnellement, les Canadiens français se sont peu intéressés aux associations, pour deux raisons. L'Église catholique a cherché à satisfaire tous les besoins religieux aussi bien que sociaux à l'intérieur du système paroissial, rendant ainsi les autres associations superflues. Deuxièmement, les groupes où la classe ouvrière prédomine ne sont pas très intéressés à faire partie des organisations. Lorsque l'on trouve réunis la foi catholique et le statut de la classe ouvrière, comme c'est le cas pour la majorité de la population d'origine française de Toronto, les associations jouent un rôle très faible dans l'ensemble.

Les informateurs ont nommé soixante-quatorze organisations formelles ; 42% d'entre eux ont dit faire partie d'au moins une de ces organisations. Six seulement étaient des organisations françaises. Le tableau 9 montre la

²⁸ E.C. HUGHES et Helen M. HUGHES, *Where People Meet*, Glencoe : The Press, 1952, p. 157. Grâce à son expérience poussée dans le domaine des recherches sur la société canadienne-française, E.-C. Hughes nous prévient de ne pas sous-estimer la ténacité des Canadiens français dans la conservation de leur langue et de leur culture malgré les preuves statistiques voulant qu'elle diminue.

répartition de l'appartenance aux organisations, dont la proportion est de cinq organisations anglaises pour une seule française, ce pourcentage étant toutefois trompeur en ce sens qu'un bon nombre des organisations anglaises étaient des syndicats ouvriers, où la participation n'était pas toujours facultative. La participation totale dans toutes les organisations formelles française était d'environ 5% de la population adulte d'origine française. Il faut reconnaître que de telles organisations ont souvent une influence supérieure à leur nombre de membres, mais il semble évident aussi que les associations formelles n'ont fourni un choix viable pour remplacer la source traditionnelle d'identification ethnique, le système paroissial français, que pour une petite partie de la population d'origine française.

TABLEAU 9

Participation aux organisations formelles, échantillon français de Toronto, 1965.

TYPE D'ORGANISATION	INFORMATEURS		ENSEMBLE DES MEMBRES	
	N	%	N	%
Française	14	5.6	27	16.0
Anglaise	76	30.2	124	73.4
Bilingue	17	6.7	18	10.6
Aucune	145	57.5		
TOTAL	252	100	169	100

Cette conclusion semble être justifiée par une analyse des réseaux d'associations informelles, laquelle a révélé que les informateurs avaient des amitiés plus intimes avec des Canadiens anglais qu'avec des Canadiens français. On pourrait attribuer cela au fait que parmi tous les informateurs les Franco-Ontariens étaient les plus nombreux, à cette exception près que les Québécois et les Acadiens ont fait part de la même expérience, quoique à un degré moindre. Ce phénomène témoigne de la prédominance des réseaux de groupes primaires entre francophones et anglophones dans la ville de Toronto. La fraternisation au niveau du quartier aussi bien qu'au travail a rendu l'identification communautaire plus importante que l'identification ethnique.

f) *L'utilisation des mass-media*

Dans un sens plus large peut-être que ne le permettent la profession, la paroisse ou les associations volontaires, les préférences ou identifications

individuelles ou familiales peuvent s'exprimer à travers le choix d'un medium : journaux, revues, livres, films, émissions de radio et de télévision en anglais ou en français. La marge d'anonymat offert par le contexte du foyer permet de choisir les *media* que l'on préfère suivant ses goûts personnels. Par conséquent, l'utilisation faite d'un medium, ou d'un ensemble de *media*, traduira la valeur du medium en question comme centre d'identification ethnique dans la population d'origine française.

Il est difficile d'obtenir des *mass-media* d'expression française à Toronto parce que la demande d'imprimés s'est peu développée, en raison peut-être d'un faible niveau d'instruction propre à une classe sociale défavorisée. Très peu de vendeurs gardent en magasin des journaux, des revues et des livres en français provenant de l'extérieur. Les bibliothèques se limitent à celles des universités et à la partie de la Parkdale Public Library qui est réservée à l'Alliance française. Cinq tentatives pour fonder un journal francophone local ont échoué. Les films français ont été confinés au Ciné-Club, à un ou deux cinémas du centre-ville, et à des représentations privées. La radio française a commencé à diffuser en octobre 1964, alors que dans l'Ouest canadien elle avait commencé bien avant, en 1946. La télévision française n'existait pas à Toronto en 1965. On trouvera, au tableau 10, les dix types majeurs d'utilisation des *mass-media* par les familles d'origine française.

TABLEAU 10

Les dix types majeurs d'utilisation des media d'expression française, échantillon français de Toronto, 1965. ^a

TYPE D'UTILISATION DES MEDIA						PARTICIPATION DES FAMILLES		
	Journaux	Livres	Revue	Radio	Films	N	%	rang
1	x					9	6.2	4
4	x	x	x	x		10	6.9	2
5	x	x	x	x	x	7	4.8	9
9	x		x	x		8	5.5	5
10	x		x	x	x	4	2.8	10
12	x			x		10	6.9	2
16		x	x	x		8	5.5	5
17		x	x	x	x	8	5.5	5
19		x		x		8	5.5	5
25				x		33	22.7	1
TOTAL						105		

^a Parmi les 145 familles qui ont déclaré avoir fait usage d'au moins un medium d'expression française. Nombre d'utilisation pour l'ensemble des *media* : 331.

Le peu de popularité des journaux, des revues, des livres et des films en français est révélé par le fait que durant la période de sept mois précédant la plupart des entrevues, l'écoute de la radio française a dépassé tous les autres *media* mentionnés plus haut, quoique les auditeurs réguliers de plus d'une heure par jour au poste CJBC ne représentent que 12% de la population d'origine française de Toronto. Des enquêtes sur l'auditoire ont montré que les gens ont tendance à écouter ou à lire ce qu'ils ont déjà aimé plutôt que de se former de nouveaux goûts. La plus grande partie de la population d'origine française s'est déjà habituée à l'usage de la langue anglaise parce que celle-ci est plus directement liée au milieu social et ce « renforcement circulaire » rend le changement difficile, en raison surtout de la perte substantielle du français comme langue maternelle. Ainsi les *mass-media* ont servi d'appui ferme au *statu quo*, qui consiste en une identification participationnelle croissante avec la société canadienne-anglaise.

g) *Leadership ethnique et identité ethnique*

La survivance d'une minorité ethnique dépend pour une bonne part de « la capacité à générer un *leadership* efficace quant aux relations avec la majorité étrangère. »²⁹ Lorsque on a demandé aux informateurs de donner les noms de personnalités éminentes ou dirigeantes parmi les francophones de Toronto, 80% d'entre eux ont avoué n'en pas connaître ou ne pas pouvoir fournir de noms. Le 16% qui restait a fourni soixante-dix noms en tout. On ne peut compter que onze noms puisque le même nom a été répété de deux à huit fois, ce qui abrège la liste. La seule unanimité quant à ces noms réside dans deux caractéristiques : toutes les personnes mentionnées participaient aux écoles bilingues et étaient ou avaient été associées de près à la paroisse française. Ainsi, la seule élite dirigeante viable était restreinte au développement très limité du système paroissial français, ce qui constitue une répétition du type traditionnel de pouvoir au Canada français.

La société canadienne-française ne possède pas de modèles de classe moyenne qui puissent servir de transition entre les sociétés canadienne-française et canadienne-anglaise. Les membres de la nouvelle classe moyenne de Toronto qui font maintenant partie du monde économique anglophone ont dû faire face aux soupçons et à l'ambivalence de la part des plus nationalistes dans leur groupe parce qu'ils ont réussi selon l'optique de la majorité et non pas de celle du groupe minoritaire. Ainsi, ces qualités mêmes qui devraient permettre aux membres de la nouvelle classe moyenne de relier les deux cultures, soit la capacité de connaître les exigences des deux sociétés et de s'y adapter, rendent nulles leurs prétentions à diriger leur propre groupe ethnique. Leur seul recours a été de « passer » dans la société canadienne-anglaise.

²⁹ James B. WATSON et Julian SAMORA, « Subordinate Leadership in a Bicultural Community », *American Sociological Review*, XIX (1954), 413.

Étant donné que le *leadership* local était tellement limité, on a demandé aux informateurs s'ils pouvaient identifier un certain nombre de personnalités francophones éminentes sur la scène nationale dans la province de Québec. Trois noms d'hommes politiques non-francophones ont été ajoutés afin de contrôler si l'ignorance des chefs politiques du Québec était rattachée à une ignorance globale de tous les chefs politiques. Le tableau 11 indique qu'exception faite des personnalités controversées sur la scène politique ou dans les mouvements séparatistes, les francophones de Toronto connaissaient peu le *leadership* francophone sur la scène nationale.

TABLEAU 11

Connaissance des hommes politiques, selon le lieu d'origine de l'informateur, échantillon français de Toronto, 1965.

HOMME POLITIQUE ^a	LIEU D'ORIGINE						TOTAL :	
	Québec		Ontario		Maritimes		échantillon de Toronto	
	rang	%	rang	%	rang	%	rang	%
<i>Lyndon Johnson</i>	1	80	1	81	1	72	1	78
<i>John Robarts</i>	3	60	2	64	2	48	2	57
<i>Jean Lesage</i>	2	75	4	52	3	42	3	54
<i>Réal Caouette</i>	4	58	3	59	4	31	4	50
<i>Tommy Douglas</i>	8	42	5	46	5	17	5	36
<i>René Lévesque</i>	5	57	6	20	6	9	6	27
<i>Marcel Chaput</i>	7	43	6	20	7	8	7	23
<i>Daniel Johnson</i>	6	45	9	6	8	6	8	17
<i>André Laurendeau</i>	9	27	8	11	9	5	9	14
<i>Pierre Bourgault</i> ...	11	12	11	5	10	3	10	6
<i>Claude Ryan</i>	12	6	9	6	10	3	10	6
<i>Jean Marchand</i>	10	15	12	2	12	2	12	5
TOTAL	60		99		65		252	

a) Selon le rang (pourcentage d'informateurs qui peuvent identifier l'homme politique) dans l'échantillon français de Toronto.

V. L'AVENIR DE LA POPULATION FRANCOPHONE

En se basant sur les faits brièvement résumés plus haut, il est évident que le lieu d'identification participationnelle pour la majorité de la population d'origine française de l'agglomération torontoise s'est situé à l'extérieur des

limites ethniques. Cette situation a favorisé la dissolution de l'identité ethnique française plutôt que son maintien. Des facteurs propres au milieu torontois ont encouragé d'autres identifications qui ont affaibli progressivement l'identité ethnique à l'intérieur de la population francophone.

1 — Par suite de la configuration du peuplement francophone, une identification communautaire a eu tendance à apparaître. La diversité régionale du lieu d'origine et par conséquent l'hétérogénéité du passé culturel des immigrants d'origine française n'ont pas fourni l'unanimité nécessaire à un sens collectif de l'identité ethnique. La dispersion des résidences a accentué le manque de solidarité ethnique en séparant les francophones les uns des autres et en maximisant leurs contacts avec la population anglophone environnante, avec laquelle les francophones ont développé une conscience d'identification communautaire.

2 — Une identification de classe, à son plus fort dans la classe moyenne, s'est développée à cause de la différenciation socio-économique qui est caractéristique des sociétés industrielles. Dans le monde du travail de Toronto, où la sécurité d'emploi, une certaine mobilité professionnelle et la fin de la discrimination ethnique ont créé un climat favorable à l'acceptation des valeurs et buts économiques de la société canadienne-anglaise, une participation presque totale des francophones a eu tendance à remplacer les valeurs ethniques par des valeurs économiques ce qui a entraîné une perte d'identité ethnique. L'accentuation des différences de classe telles que profession, instruction, revenu, résidence et valeurs culturelles, a éloigné la classe moyenne de la paroisse française en raison du statut social peu élevé de celle-ci, encourageant ainsi l'identification aux paroisses anglaises à partir de l'identification de classe avec les strates correspondantes de la société canadienne-anglaise. Non seulement l'identité ethnique s'est-elle affaiblie, mais la société d'accueil a enlevé au groupe francophone ses chefs ethniques potentiels.

3 — Une identification religieuse a remplacé l'association traditionnelle entre culture française et Église catholique pour la grande majorité des francophones parce qu'ils se sont affiliés aux paroisses anglaises et qu'ils ont rompu le lien entre identité ethnique française et Église catholique romaine.

4 — Une identification au groupe anglophone a résulté de l'assimilation structurelle de la majorité de la population d'origine française aux structures de la société canadienne-anglaise : paroisse, école, profession, associations volontaires, *mass-media*. Quelques-uns, qui portent des noms français, nient être encore français de quelque façon. La perte du français comme langue maternelle, l'usage de plus en plus marqué de l'anglais et de moins en moins

fréquent du français sur une période de trois générations, indiquent le développement d'une identification au groupe anglophone dans toute la population d'origine française.

L'arrêt ou le renversement de cette tendance dépend à l'heure actuelle des membres de la minorité francophone qui ont un esprit plus nationaliste et qui sont associés à la paroisse du Sacré-Cœur et aux écoles bilingues, ainsi que du réseau de relations de parenté qui existe chez 70% de la population d'origine française. On peut constater un certain progrès avec l'ouverture d'une deuxième paroisse associée à l'école bilingue Sainte-Madeleine à Scarborough et le début de classes bilingues dans d'autres secteurs de la ville de Toronto. Un prêtre plus conscient des problèmes ethniques a été nommé au Sacré-Cœur. Une Maison française a été organisée comme centre d'activités pour les francophones de Toronto. Cependant, de tels changements n'ont pas réussi à atteindre la majorité de la population d'origine française, même si leur influence s'étend de plus en plus.

L'émergence d'identifications communale, de classe et religieuse à l'intérieur de la société anglophone, perçues comme autres possibilités par rapport à l'identification ethnique, reflète l'impact de la participation institutionnelle en tant que condition fondamentale pour la formation et le maintien d'une identité de groupe. Un fort sentiment d'identité ethnique ne se développerait que là où l'interaction sociale primaire chez les francophones peut se concentrer à l'intérieur des limites ethniques. À Toronto par contre, les conditions de l'emploi, la résidence et l'intégration dans la communauté d'accueil, de même que le caractère diversifié de la population d'origine française, ont favorisé la participation à l'extérieur plutôt qu'à l'intérieur des limites ethniques, affaiblissant ainsi l'identité ethnique d'une population nominalement française.

Thomas R. MAXWELL

*Department of Sociology,
Waterloo Lutheran University.*